

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1910.

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges
à l'étranger (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GILLÈS DE PELICHY.

MESSEURS,

Envoyés et mandataires du Prince, sous l'ancien régime, représentants de la nation, sous le régime nouveau, les consuls, de par la nature toute spéciale et fort variée de leurs occupations, participent à la fois aux fonctions de la magistrature et à celles de la diplomatie.

Dès 1814, le comte Beugnot définissait dans ce sens le rôle de ces agents si dévoués du service extérieur. Après avoir affirmé qu'ils furent envoyés à l'étranger pour juger des affaires de commerce entre les sujets de leur nation, après avoir fait remarquer que leur établissement n'a eu d'autre but que les avantages, l'agrandissement, la sûreté et la police du commerce des nations les unes chez les autres, cet homme d'Etat ajoutait : « les consuls sont les tuteurs de leurs compatriotes contre les vexations, les injustices des citoyens de la cité qu'ils habitent, et ils ont la police sur tous les individus de leur nation. Les fonctions consulaires sont donc diplomatiques ; elles ont un air de dignité qui suppose dans le sujet, élu d'un côté et accueilli de l'autre, un mérite particulier, et son caractère public commande l'estime et la considération » . .

(1) Projet de loi, n° 234 (session de 1908-1909).

(2) La Commission était composée de MM. FLÉCHET, *président*, CARTON DE WIART, PHRIZ, TONNELIER et GILLÈS DE PELICHY.

Si de nos jours le principal devoir du consul est de se tenir au courant des questions économiques, tant dans son pays d'origine que dans les régions où il réside, s'il a pour but primordial de contribuer par tous les moyens au développement industriel et commercial de sa patrie, il n'en est pas moins le protecteur attitré, souvent aussi l'arbitre, le juge, le notaire et le conseiller toujours dévoué et désintéressé de ses compatriotes vivant à l'étranger.

C'est ce qui permit à l'honorable président de la Commission du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, chargée d'étudier les moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur, de dire, dans son discours inaugural du 18 novembre 1908, que, si nos consuls doivent renseigner leur pays au point de vue commercial, industriel, maritime, économique, ils ont aussi « pour mission de veiller aux intérêts généraux du commerce et de la navigation; ils doivent conseiller et concilier leurs concitoyens, surveiller l'exécution des traités, protéger les nationaux dans la jouissance de leurs droits et le libre exercice de leur profession ».

Nous lisons dans l'Exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre des Représentants, le 2 décembre 1896, que « le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger, mis en vigueur par la loi du 16 mars 1854, date d'une époque à laquelle la compétence notariale de ces agents était strictement limitée à la réception des testaments dans les cas prévus par les articles 991, 994 et 995 du Code civil (art. 11 de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire) ». Ce tarif n'a pu comprendre, par conséquent, d'autres actes du ministère des notaires. Mais depuis longtemps la Législature a consacré un système plus large. La loi du 29 mai 1858 a investi de la plénitude des fonctions notariales les consuls établis dans les pays hors de chrétienté. Celle du 20 octobre 1897 et les traités conclus avec différentes Puissances, telles que l'Espagne, l'Italie, les Etats-Unis d'Amérique, la Roumanie, le Portugal, la Grèce, la République de Nicaragua, le Pérou, ont autorisé nos consuls à exercer les fonctions de notaire.

De plus en plus nos nationaux s'adressent à ces agents, non seulement pour des actes simples, mais aussi pour le règlement d'intérêts très importants, tels que ceux que comportent à l'étranger les entreprises commerciales et industrielles de nos nationaux.

En présence des conséquences pratiques de ce développement constant des attributions notariales de nos agents consulaires, conséquences qui ne pouvaient guère toutes être prévues lors de l'élaboration de la section IV du tarif des taxes consulaires, annexé à la loi du 22 octobre 1897, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de modifier certaines dispositions de cette partie dudit tarif et d'y introduire quelques rubriques nouvelles.

Ces modifications précisées et justifiées dans l'Exposé des motifs qui accompagne le présent projet de loi n'ont donné lieu, de la part des

membres de la Commission spéciale, qu'à deux observations : celles-ci sont traduites en forme d'amendements :

Le premier de ces amendements vise le paragraphe premier des observations générales; il a pour but de rendre impossible toute complaisance, tout arbitraire quant à la remise ou la non-remise soit partielle, soit totale des droits fixés par le tarif. En prenant cette mesure, la Commission avait surtout en vue les actes de société et les actes de vente d'immeubles. Elle n'a point voulu que l'espoir d'une réduction de droits pût faire préférer les offices des agents consulaires au ministère des notaires de notre pays.

Dans le projet révisé, le texte de la loi fixe le tarif; les agents du service extérieur ne peuvent y déroger que dans les cas prévus et autorisés. D'autre part, le texte nouveau conserve, et avec raison, l'obligation de gratuité : pour les actes destinés aux indigents; pour les actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement belge a conclu un arrangement par application de l'article 3 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement; pour les documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif; enfin, pour les certificats de vie, actes de notoriété et autres pièces délivrées pour pensions à charge de l'État ou des Caisses des veuves et orphelins dont le service est fait par l'État, n'excédant pas 2,000 francs annuellement, et pour ceux qui sont exigés pour toutes autres pensions de 600 francs et au-dessous.

Le second amendement est de pure forme. Plusieurs membres de la Commission auraient voulu voir indiquer plus clairement les réductions de tarif dont jouissent les navires de moindre tonnage. La rédaction nouvelle paraît devoir leur donner satisfaction.

Le projet de loi ainsi amendé a été voté à l'unanimité par la Commission; elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
CH. GILLÈS DE PELICHY.

Le Président,
FERD. FLÉCHET.

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

Le tableau annexé à la présente loi fixe le tarif des droits que les consuls belges à l'étranger sont autorisés à percevoir.

Aucune taxe autre que celles qui y sont désignées ne pourra être perçue par les consuls.

ART. 2.

Ce tarif sera exécutoire dans les limites des attributions conférées à chaque consul, le lendemain du jour où celui-ci en aura reçu notification.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité de certaines des opérations consulaires soumises à des taxes en vertu du tarif ci-annexé.

ART. 4.

La loi du 22 octobre 1897 et le tarif annexé à ladite loi sont abrogés.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der rechten, door de Belgische consuls in het buitenland te heffen.

EERSTE ARTIKEL.

Het tarief der rechten, welke de Belgische consuls in het buitenland mogen heffen, is vastgesteld in de bij deze wet gevoegde lijst.

De consuls mogen geene andere rechten heffen, dan die welke daarin voorkomen.

ART. 2.

Dit tarief treedt in werking, binnen de perken van de bevoegdheid welke elken consul is toegekend, daags nadat deze er kennis van heeft ontvangen.

ART. 3.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid, met de vreemde Mogendheden schikkingen te treffen, waarbij sommige der consulaire verrichtingen, welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld.

ART. 4.

De wet van 22 October 1897 en het aan die wet toegevoegde tarief zijn ingetrokken.

ANNEXE.

Tarif des droits à percevoir par les
consuls belges à l'étranger.

Observations générales.

I. Les consuls *accorderont* remise totale des droits fixés par le tarif :

1° Aux actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement a conclu un arrangement par application de l'article 3 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement ;

2° Aux *actes destinés aux indigents* ;

3° Aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif ;

4° Aux certificats de vie, actes de notoriété et autres pièces délivrées pour pensions à charge de l'État ou des caisses des veuves et orphelins dont le service est fait par l'État, n'excédant pas 2,000 francs annuellement, et à ceux pour toutes autres pensions de 600 francs et au-dessous.

II. Les décrets ou arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes, ou de tous autres actes, ne donnent lieu non plus à aucune perception.

III. Les rôles taxés, dans le tarif, sont de trente-cinq lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne.

BIJLAGE.

Tarief der door de Belgische consuls
in het buitenland te heffen rechten.

Aanmerkingen van algemeenen aard.

I. De consuls *verleen*en geheele vrijstelling van de door het tarief bepaalde rechten, wanneer het geldt :

1° Akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Regeering eene schikking heeft getroffen bij toepassing van artikel 3 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld ;

2° Akten bestemd voor onvermogen *de* personen ;

3° Stukken, gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer ;

4° Levensbewijzen, akten van notoriëteit en andere stukken, afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar, ten laste van den Staat of van de Weduwen- en Weezen-kassen onder beheer van den Staat, en die voor elk ander pensioen van 600 frank of minder.

II. Voor de consulsdecreten of besluiten, enkel ten doel hebbende de be-teekening of de opzending van verzoekschriften, of van alle andere akten, wordt evenmin iets geheven.

III. In het tarief wordt het blad gerekend tegen vijf en dertig regels van twintig lettergrepen elk.

Le rôle commencé se paye en entier, s'il y en a un seul; s'il y en a plusieurs, au prorata de la fraction de rôle.

IV. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier; les autres se payent au prorata du temps écoulé.

Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

V. Les consuls donneront quittance des taxes perçues et y mentionneront les numéros du tarif où celles-ci sont prévues.

Het begonnen blad wordt geheel gerekend, als er maar één is; zijn er meer bladen, dan in verhouding tot het gedeelte van het blad.

IV. De zitting duurt drie uren. De begonnen eerste zitting is geheel verschuldigd; de andere zittingen worden betaald in verhouding tot den verlopen tijd.

In de akten welke per zitting getarifeerd zijn, worden de tijd van den aanvang en de tijd van het sluiten der verrichtingen, alsmede elke afbreking vastgesteld.

Geen bijzonder recht is verschuldigd voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

V. De consuls geven kwijtschrift van de geheven rechten en vermelden daarbij de tariefnummers, waaronder die rechten voorkomen.

Tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
<i>SECTION I. — Actes relatifs au commerce et à la navigation.</i>			
			Fr. C.
1.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment qui a opéré son déchargement et son chargement complets ou partiels ⁽²⁾ .		
	<i>Pour un navire de plus de 300 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	75 »
	<i>Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous</i>	<i>Droit proportionnel par tonneau.</i>	0 25
	<i>N. B. — Un bâtiment qui touche plus d'une fois par an ⁽³⁾ au même port n'est assujéti qu'une seule fois à la taxe entière de 75 francs ou de 25 centimes par tonneau prévue ci-dessus. Si, dans un premier voyage, le navire n'a été soumis qu'à la taxe partielle faisant l'objet du numéro 2, celle-ci pourra, s'il y a lieu, être complétée dans un voyage subséquent, mais de manière que le même bâtiment ne paye jamais, par an, dans un même port, une taxe supérieure à la taxe prévue au numéro 1.</i>		
2.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment qui a fait seulement l'une ou l'autre de ces opérations, soit complètement, soit partiellement.		
	<i>Pour un navire de plus de 300 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	37 50
	<i>Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous</i>	<i>Droit proportionnel par tonneau.</i>	0 12 ¹ / ₂
3.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment en relâche forcée ou volontaire, qui n'a embarqué ou débarqué ni marchandises ni passagers	<i>Droit fixe.</i>	5 »
	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage. Aller et retour . . .	<i>Id.</i>	5 »
4.	Courtage et interprétation ⁽⁴⁾	<i>Id.</i>	20 »

⁽¹⁾ Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée et au départ, savoir : 1° rapport à l'arrivée, simple; 2° certificats d'arrivée et de départ; 3° rapport concernant la santé; 4° visa du journal ou registre de bord, de la lettre de mer, du rôle d'équipage; 5° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie; 6° déclaration de simple relâche; 7° mouvement à inscrire sur le rôle d'équipage, à cause d'hommes embarqués ou débarqués; 8° dépôts et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance, d'un décès; dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 9° actes de dépôt ou de cautionnement des sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marins laissés à terre; 10° patente de santé pour un bâtiment ou visa d'une patente de santé; 11° certificat quelconque exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

⁽²⁾ N'est considéré, quant à l'application du droit, comme chargement ou déchargement partiel, que celui qui comporte une quantité d'au moins dix tonneaux.

⁽³⁾ Les mots « par an » doivent être compris comme s'appliquant à l'année commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre.

⁽⁴⁾ Cette taxe n'est applicable qu'à Constantinople. Elle répond à un service spécial.

Tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Gronslag der heffing.	Recht.
AFDEELING I. — Akten betreffende den handel en de scheepvaart.			
			Fr. C.
1.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat zijne geheele of gedeeltelijke lossing en lading gedaan heeft ⁽²⁾		
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Vast recht.	75 »
	Voor een schip van 300 ton en minder	Evenredig recht per ton.	0 25
<i>N. B. — Een vaartuig, dat meer dan eens per jaar ⁽³⁾ dezelfde haven aandoet, betaalt maar eens het bedoelde recht van 75 frank of van 25 centiemen per ton. Wordt het schip, op eene eerste reis, maar onderworpen aan het gedeeltelijk recht vermeld bij nummer 2, zoo kan dit, des voorkomend, op eene latere reis aangevuld worden, doch met dien verstande, dat hetzelfde vaartuig, in dezelfde haven, nooit meer betaalt dan het bij n° 1 bedoeld recht.</i>			
2.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat maar eene dier verrichtingen hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk gedaan heeft.		
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Vast recht.	37 50
	Voor een schip van 300 ton en minder	Evenredig recht per ton.	0 12 1/2
3.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig, dat uit nood of vrijwillig eene haven binnengeloopen is en geene goederen of reizigers ingescheept of ontscheept heeft	Vast recht.	5 »
	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat eene reede is binnengeloopen om eene verklaring bij eene vreemde overheid af te leggen of een doorvaarreht te betalen. Heen en terug . .	Id.	5 »
4.	Makelarij en vertolking ⁽⁴⁾	Id.	20 »

⁽¹⁾ Onder die benaming worden al de gewone formaliteiten en akten verstaan, welke, bij aankomst en bij vertrek, van het consulaat gevorderd kunnen worden, te weten : 1° verslag bij enkele aankomst; 2° bewijzen van aankomst en van vertrek; 3° verslag over de gezondheid; 4° visa van het scheepsboek of het scheepsregister, van den scheepsbrief, van de monsterrol; 5° visa en registratie van de gewaarmerkte vrachtljsten bij in- en uitgang; 6° verklaring van enkel binnenloopen; 7° aanteekening op de monsterrol, uit hoofde van ingescheepte of ontscheepte manschappen; 8° neerlegging en processen-verbaal van neerlegging van elke doord den gezagvoerder opgemaakte akte uit hoofde van weggelooopen manschappen, van een misdrijf of een wanbedrijf, van eene geboorte, van een sterfgeval; neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, hoedelljsten, alsmede van de op de hoedelljsten staande voorwerpen; 9° akten van neerlegging of van borgstelling van sommen tot dekking van de kosten van terugzending naar het vaderland, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden; 10° gezondheidspatent voor een vaartuig of visa van een gezondheidspatent; 11° om het even welk getuigschrift, vereischt door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

⁽²⁾ Voor de toepassing van het recht, komt gedeeltelijke lading of lossing maar in aanmerking, als zij ten minste 10 ton bedraagt.

⁽³⁾ Hierdoor wordt verstaan het kalenderjaar, dat begint op 1 Januari en eindigt op 31 December.

⁽⁴⁾ Dat recht wordt enkel te Constantinopel toegepast. Het heeft betrekking op een bijzonderen dienst.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
5.	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement ⁽¹⁾ de ce document en cas de perte :		
	<i>Pour un navire de plus de 2,000 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	20 »
	<i>Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux jusqu'à 2,000 tonneaux</i>	<i>Id.</i>	15 »
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux jusqu'à 1,000 tonneaux</i>	<i>Id.</i>	10 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	8 »
6.	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement ⁽²⁾ de ce document en cas de perte.	Par journal.	10 »
7.	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou au journal de navigation	Pour la 1 ^{re} feuille. Pour les feuilles subséquentes, jusqu'à la dixième. Pour les feuilles postérieures à la 10 ^e	5 » 0 50 0 25
8.	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux.</i>	<i>Droit fixe.</i>	25 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	15 »
9.	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux.</i>	<i>Id.</i>	30 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	20 »
IV. B. — La désignation des experts chargés de délivrer le certificat de navigabilité du navire et le visa des signatures apposées par les experts sur ledit certificat donnent respectivement ouverture à la perception des droits de 6 francs et de 5 francs fixés par les nos 45 et 53 du tarif.			
10.	Délivrance d'un passavant en cas de perte de la lettre de mer :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	25 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	15 »
11.	Patente de santé pour un bâtiment belge n'ayant pas donné lieu aux formalités d'expédition prévues aux nos 1 et 2, ou pour un bâtiment étranger	<i>Id.</i>	6 »
12.	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment étranger.	<i>Id.</i>	1 50
13.	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers, ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé	<i>Id.</i>	10 »
14.	Contrat d'affrètement ou charte-partie, pour autant qu'il soit requis par le capitaine	<i>Id.</i>	15 »

(1) Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(2) En sus du remboursement du coût du journal fourni.

Door- looppende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
5.	Afgifte van eene monsterrol of vervanging ⁽¹⁾ van dat stuk bij verlies :		
	Voor een schip van meer dan 2,000 ton	Vast recht.	20 »
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton tot 2,000 ton	Id.	15 »
	Voor een schip van meer dan 500 ton tot 1,000 ton	Id.	10 »
	Voor een schip van 500 ton en minder	Id.	8 »
6.	Afgifte van een scheepsboek of vervanging ⁽²⁾ van dat boek bij verlies	Per boek.	10 »
7.	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsboek	Voor het 1 ^o blad. Voor elk verder blad, tot en met het 10 ^e . Voor elk blad boven 10.	5 » 0 50 0 25
8.	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks, of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeben, of eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen :		
	Voor een schip van meer dan 500 ton.	Vast recht.	25 »
	Voor een schip van 500 ton of minder	Id.	15 »
9.	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van meer dan 500 ton.	Id.	50 »
	Voor een schip van 500 ton of minder	Id.	20 »
	N. B. — De aanwijzing van de schatters, belast met de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid van het schip, en het visa van de naanteekeningen die door de schatters op bedoeld bewijs worden gesteld, geven wederzijds aanleiding tot inning van de rechten van 6 frank en van 5 frank, bepaald bij de n ^{rs} 15 en 35 van het tarief.		
10.	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van den scheepsbrief :		
	Voor een vaartuig van meer dan 500 ton.	Vast recht.	25 »
	Voor een vaartuig van 500 ton of minder	Id.	15 »
11.	Gezondheidspatent voor een Belgisch vaartuig, dat geen aanleiding heeft gegeven tot de formaliteiten van verzending, bedoeld bij de n ^{rs} 1 en 2, of voor een vreemd vaartuig.	Id.	6 »
12.	Visa van een gezondheidspatent voor een vreemd vaartuig.	Id.	1 50
13.	Protest, gemaakt door den gezagvoerder, bij zijne aankomst, met ondervraging van het schepsvolk en de passagiers, of proces-verbaal van redding van een vaartuig dat schipbreuk heeft geleden of prijs gemaakt werd	Id.	10 »
14.	Vrachtcontract of charte-partij, als zulks door den gezagvoerder gevorderd wordt	Id.	15 »

(1) Op de bovenaan het ter vervanging gegeven stuk bevestigde en ondertekende verklaring van den gezagvoerder.

(2) Boven de terugbetaling van de kosten van het geleverd boek.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
15.	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière commerciale ou maritime. — Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. — Dépôt de rapport d'experts. — Homologation d'un règlement d'avarie.	Par acte, Droit fixe.	6 »
	<i>N. B.</i> — La rémunération des experts, payée à part, suivant l'usage des lieux.		
16.	Expédition d'un rapport d'experts.	Premier rôle.	6 »
		Chaque rôle en sus.	5 »
17.	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Premier rôle.	6 »
		Chaque rôle en sus.	5 »
18.	Calcul et règlement d'un compte d'avarie, à la personne qui en est chargée	Droit proportionnel (¹) jusqu'à 10,000 fr. Sur le surplus.	$\frac{1}{4}$ p. c. $\frac{1}{8}$ p. c.
19.	Contrat de prêt à la grosse aventure prévu par l'article 24 du Code de commerce, livre II, loi du 21 août 1879, et affecté sur les objets désignés par l'article 157 du même Code; quand l'acte est autorisé par le consul.	Par acte.	15 »
20.	Vente aux enchères : 1° de marchandises, dans le cas prévu par l'article 24 du Code de commerce; 2° d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire, quand la vente se fait devant le consul ou devant le chancelier	Jusqu'à 20,000 fr. Sur le surplus.	1 p. c. (²) $\frac{1}{2}$ p. c.
21.	Actes ou procès-verbal dressé par le consul en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par vacation.	10 »
SECTION II. — Actes de l'état civil et actes de nationalité (³).			
22.	Expédition d'un acte de naissance ou de décès	Par acte.	»
23.	Expédition d'un acte de mariage; d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel; d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte spécial ou avec mention de légitimation contenue dans un acte de mariage; d'un acte de divorce	Id.	6 »
24.	Expédition d'un acte de mariage comprenant légitimation d'enfant naturel	Id.	9 »
25.	Affiche d'acte de publication de mariage, certificat de publication et de non-opposition	Id.	1 50
26.	Expédition d'un acte de déclaration de nationalité	Id.	6 »

(¹) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

(²) Non compris le salaire du crieur public, selon l'usage des lieux.

(³) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
			Fr. C.
15.	Besluit of proces-verbaal van den consul in zake handel of zeevaart. — Benoeming van schatters en proces-verbaal van eedsaflegging. — Neerlegging van het verslag der schatters. — Bekrachtiging van de vereffening eener averij.	Per akte. Vast recht.	6 .
	N. B. — Het loon der schatters wordt afzonderlijk betaald, volgens plaatselijk gebruik.		
16.	Afschrift van een schattersverslag	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
17.	Akte van achterlating van een schip of van goederen, opgemaakt door den consul of door den kanselier van het consulaat	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
18.	Berekening en vereffening van eene averij-rekening, voor den persoon die daarmede belast is.	Geëvenredigd recht ⁽¹⁾ tot 10,000 frank. Op het overige.	$\frac{1}{4}$ t. h. $\frac{1}{8}$ t. h.
19.	Contract van leening op bodemerij, voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel, boek II, wet van 21 Augustus 1879, en bestemd tot de bij artikel 157 van hetzelfde Wetboek aangewezen voorwerpen; wanneer de akte door den consul toegelaten wordt.	Per akte.	15 »
20.	Openbare veiling : 1 ^o van goederen, in het geval voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel; 2 ^o van een vaartuig of van een gedeelte van een vaartuig, eene boot, zeil en treil en verdere inventarisvoorwerpen, wanneer de veiling ten overstaan van den consul of van den kanselier geschiedt.	Tot 20,000 frank. Op het overige.	1 t. h. ⁽²⁾ $\frac{1}{2}$ t. h.
21.	Akte of proces-verbaal, door den consul opgemaakt in zake handel of zeevaart, in de niet afzonderlijk bepaalde gevallen	Per zitting.	10 »
AFDEELING II. — Akten van den burgerlijken stand en akten van nationaliteit ⁽³⁾ .			
22.	Afschrift van eene akte van gehoorde of van overlijden	Per akte.	3 »
23.	Afschrift van eene huwelijksakte; van eene akte tot erkenning van een onecht kind; van eene geboorteakte met vermelding van de bij bijzondere akte gedane erkenning van een onecht kind of met vermelding van de in eene huwelijksakte vervatte echtverklaring; van eene akte van echtscheiding	Id.	6 »
24.	Afschrift van eene huwelijksakte behelzende echtverklaring van een onecht kind.	Id.	9 »
25.	Uithangen van eene akte tot huwelijksafkondiging, bewijs dat de afkondiging gedaan en geen verzet ingediend is . . .	Id.	1 50
26.	Afschrift van eene akte van nationaliteitsverklaring	Id.	6 »

⁽¹⁾ Het recht is maar verschuldigd op het bedrag der averij.

⁽²⁾ Zonder inbegrip van het loon van den stadsuitroeper, volgens plaatselijk gebruik.

⁽³⁾ Voor de minuut van de akten van den burgerlijken stand en van de akten van nationaliteit wordt niets geheven.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION III. — <i>Actes administratifs.</i>			
27.	Passeports ordinaires ⁽¹⁾	Par acte.	Fr. C. 8 »
28.	Passeports à des gens de mer.	Id.	Gratis
29.	Visa de passeports ordinaires ⁽²⁾	Par visa.	1 50
30.	Visa de passeports pour gens de mer.	Id.	Gratis.
31.	Certificat de vie.	Par certificat.	5 »
32.	Certificat d'immatriculation, de nationalité et patente de protection ⁽³⁾	Par acte.	4 »
33.	Visa de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, ou tout autre visa non spécifié.	Par visa.	5 »
34.	Visa du manifeste, de la charte-partie, ou du connaissance pour des navires étrangers ⁽⁴⁾	Id.	5 »
35.	Certificat d'origine, de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat	5 »
36.	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche ⁽⁵⁾	Id.	5 »
37.	Certificat quelconque requis par l'autorité locale	Id.	5 »
38.	Légalisations ⁽⁶⁾	Par légalisation.	5 »
SECTION IV. — <i>Actes du ministère des notaires</i> ⁽⁶⁾ .			
39.	Testament et codicilles par actes publics.	Par vacation	15 »
40.	Dépôt d'un testament olographe et procès-verbal	Par acte.	15 »
41.	Retrait du dépôt d'un testament olographe. — Acte de décharge	Id.	10 »
42.	Dépôt d'un testament mystique. — Acte de suscription	Id.	25 »
43.	Retrait du dépôt d'un testament mystique. — Acte de décharge	Id.	10 »
44.	Présence à l'ouverture d'un testament mystique	Id.	20 »
45.	Consentement à mariage	Par acte { en brevet. en minute	8 » 10 »

⁽¹⁾ Dans beaucoup de pays les passeports et le visa de passeports sont abolis, et il ne pourra être opéré des perceptions de ce chef que lorsque ces actes seront absolument nécessaires.

⁽²⁾ L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

⁽³⁾ Pour les navires belges, le visa est compris dans les expéditions ou actes ordinaires (voir la note I, p. 11).

⁽⁴⁾ Pour les navires belges, le coût de ces certificats est compris dans les expéditions.

⁽⁵⁾ La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donne lieu à aucune perception. La légalisation de plusieurs signatures apposées sur le même acte ne compte que pour une légalisation.

⁽⁶⁾ Les émoluments pour les actes du ministère des notaires ne sont pas dus si l'acte, la copie ou l'extrait est nul par la faute du consul. L'honoraire tarifé d'un acte comprend, à l'exclusion de tous les déboursés, l'émolument de tous les devoirs principaux et accessoires du ministère des notaires auxquels cet acte donne lieu, sauf les droits de rôle ou de copie et les frais de déplacement, de séjour et de nourriture. L'honoraire de la disposition tarifée au taux le plus élevé est seul perçu lorsqu'un acte contient des dispositions qui dérivent ou dépendent les unes des autres, au point d'impliquer, en droit ou en fait, une seule opération. Lorsque cette connexité n'existe pas, l'honoraire de chacune des dispositions est perçu sans cependant qu'une même valeur puisse subir plus d'une fois l'honoraire proportionnel.

Door- loopeude nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING III. — <i>Akten van bestuur.</i>			
27.	Gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per akte.	Fr. G. 8 »
28.	Paspoorten aan zeelieden	Id.	Kosteloos.
29.	Visa van gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per visa.	1 50
30.	Visa van paspoorten voor zeelieden	Id.	Kosteloos.
31.	Levensbewijs	Per bewijs.	5 »
32.	Bewijs van inschrijving op het stamboek, van nationaliteit en beschermingspatent ⁽²⁾	Per akte.	4 »
33.	Visa van het bewijs van inschrijving op het stamboek, van het bewijs van nationaliteit, van het beschermingspatent, of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa	Per visa.	5 »
34.	Visa van de gewaarmerkte vrachtlĳst, van de charte-partĳ of den ladingsbrief voor vreemde schepen ⁽³⁾	Id.	5 »
35.	Bewijs van oorsprong, van afkomst, van bestemming, van ontscheping	Per bewijs.	5 »
36.	Bewijs af te leveren aan binnengeloopen vreemde schepen ⁽⁴⁾ .	Id.	5 »
37.	Bewijs, om het even hetwelk, gevorderd door de plaatselijke overheid	Id.	5 »
38.	Wettelijke waarmerking ⁽⁵⁾	Per waarmerking.	5 »
AFDEELING IV. — <i>Akten van het notarisambt</i> ⁽⁶⁾ .			
39.	Uiterste wilsbeschikking en wijziging per openbare akten. . .	Per zitting.	15 »
40.	Neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking en proces-verbaal	Per akte.	15 »
41.	Intrekking van de neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting	Id.	10 »
42.	Neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van opschrijving	Id.	25 »
43.	Intrekking van de neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting	Id.	10 »
44.	Tegenwoordig zijn bij het openen van eene besloten uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
45.	Toestemming in een huwelijk	Per akte	} oorspronkelijk. minuut, 8 10 »

⁽¹⁾ In menig land zijn de paspoorten en het visa der paspoorten afgeschaft; uit dien hoofde mag niets geheven worden, tenzij die akten volstrekt noodzakelijk zijn.

⁽²⁾ Voor de inschrijving op de boeken van het consulaat wordt niets geheven.

⁽³⁾ Voor Belgische schepen, is het visa begrepen in de gewone afschriften of akten (zie nota 1, blz. 11).

⁽⁴⁾ Voor Belgische schepen, zijn de kosten dier bewijzen in de afschriften begrepen.

⁽⁵⁾ Voor de waarmerking, door den consul, van eene akte ontvangen door den kanselier, en van eene door een ambtenaar van het consulaat opgemaakte of gewaarmerkte akte wordt niets geheven. De waarmerking van verscheidene handteekeningen, gesteld op dezelfde akte, telt maar voor ééne waarmerking.

⁽⁶⁾ Het loon voor de akten van het notarisambt is niet verschuldigd indien de akte, het afschrift of het uittreksel nietig is door toedoen van den consul. In het tariefsloon voor eene akte is, met uitsluiting van alle voorschotten, het loon begrepen van alle hoofdzakelijke en toevallige plichten van het notarisambt, waartoe die akte aanleiding geeft, behalve de blad- of afschrijfkosten en de reis-, verblijf- en voedingkosten. Het loon voor de hoogst getarifeerde bepaling wordt alleen geheven, wanneer eene akte bepalingen bevat welke uit elkander voortvloeien of van elkander afhangen, in dier voege, dat zij naar rechten of feitelijk eene enkele verrichting uitmaken. Wanneer zulk verband niet bestaat, wordt het loon voor elke der bepalingen geheven, met dien verstande dat het geëvenredigd loon niet meer dan eens op dezelfde waarde wordt toegepast.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
Acte respectueux pour contracter mariage :			
46.	— réquisition	Par acte.	12 »
47.	— notification aux père et mère	Id.	18 »
48.	— réquisition et notification simultanées.	Id.	25 »
49.	Autorisation maritale ⁽¹⁾	Par acte { en brevet. en minute.	12 » 15 »
50.	Autorisation à un mineur pour faire le commerce.	Par acte { en brevet. en minute.	12 » 15 »
51.	Reconnaissance d'enfant naturel (par acte entre vifs)	Par acte.	15 »
52.	Acte de notoriété	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
53.	Décharge de mandat, de dépôt, de pièces de vente de meubles, etc.	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
54.	Procuracion générale	Par acte.	20 »
55.	Procuracion spéciale	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
56.	Révocation ou substitution de pouvoirs.	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
57.	Quittance	Sur le montant des sommes reçues. 0.50 p. c. sur les premiers 5,000 fr. 0.40 — 7,000 fr. suivants. 0.35 — 15,000 — 0.25 — 25,000 — 0.15 — 150,000 — 0.10 — 500,000 — 0.05 — 500,000 — 0 p. c. sur le surplus.	
58.	Dépôt d'un acte sous seing privé.	Par acte.	15 »
59.	Nomination de conseil (article 592 du Code civil) ou de tuteur (article 598 du Code civil)	Id.	15 »
60.	Donation de biens à venir entre époux pendant le mariage.	Id.	20 »
61.	Donation de biens présents à des non-successibles et par préciput à des successibles.	Sur la valeur des biens donnés. 1 fr. p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0.75 — 35,000 fr. suivants. 0.50 — 50,000 — 0.25 — 400,000 — 0.15 — 500,000 — 0.10 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 20 francs.	

(1) Cette taxe devra être réduite de moitié lorsque l'acte fait ensuite de l'autorisation sera reçu par le même consul.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
Eerbiedige akte tot het sluiten van het huwelijk :			
46.	— tot vordering	Per akte.	12 »
47.	Eerbiedige akte tot beteekening aan vader en moeder	Id.	18 »
48.	Eerbiedige akte tot gelijktijdige vordering en beteekening.	Id.	25 »
49.	Toestemming van den echtgenoot (1)	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	12 » 15 »
50.	Machtiging aan een minderjarige tot het drijven van handel	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	12 » 15 »
51.	Erkenning van een onecht kind (door akte onder levenden)	Per akte.	15 »
52.	Akte van notoriëteit	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
53.	Ontlasting van lastgeving, van neerlegging, van stukken betreffende den verkoop van inboe- dels, enz.	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
54.	Algeheele volmacht	Per akte.	20 »
55.	Bijzondere volmacht	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
56.	Intrekking of vervanging van volmacht.	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
57.	Kwijtschrift	Op het bedrag der ontvangen gelden.	
		0.50 t. h. op de eerste	3,000 fr.
		0.40 t. h. op de volgende	7,000 —
		0.35 —	15,000 —
		0.25 —	25,000 —
		0.15 —	150,000 —
		0.10 —	300,000 —
		0.05 —	500,000 —
		0 t. h. op het overige.	
58.	Neerlegging van eene onderhandsche akte	Per akte.	15 »
59.	Benoeming van een raad (artikel 392 van het Bur- gerlijk Wetboek) of van een voogd (artikel 398 van het Burgerlijk Wetboek)	Id.	15 »
60.	Gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten gedurende het huwelijk	Id.	20 »
61.	Gifte van aanwezige goederen aan niet-erfgerech- tigden of bij vooruitmaking aan erfgerechtigden.	Op de waarde der gegeven goederen.	
		1.00 t. h. op de eerste	15,000 fr.
		0.75 t. h. op de volgende	35,000 —
		0.50 —	50,000 —
		0.25 —	400,000 —
		0.15 —	500,000 —
		0.10 t. h. op de volgende	millioen.
		0.05 t. h. op de volgende	5 miljoen.
		0 t. h. op het overige.	
		Minimum : 20 fr.	

(1) Dat loon moet met de helft verminderd worden; wanneer de tengevolge van de toestemming opgemaakte akte door denzelfden consul wordt ontvangen.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
62.	Donation de biens présents en avancement d'hoirie à des successibles	Sur la valeur des biens donnés.	0.65 p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0.50 — 55,000 fr. suivants. 0.50 — 50,000 — 0.15 — 400,000 — 0.10 — 500,000 — 0.07 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0 p. c. sur le surplus.
63.	Acceptation (<i>par acte séparé</i>) de donations, de legs, etc.	Par acte.	15 »
64.	Révocation pure et simple de legs, de testament	Id.	20 »
	Révocation pure et simple de donation de biens à venir entre époux :		
65.	Par acte entre vifs	Id.	10 »
66.	Par testament	Id.	20 »
67.	État de dettes, d'immeubles, estimatif de lieux, etc.	Par rôle.	10 »
68.	Vente et cession de gré à gré de meubles ou d'im- meubles	Sur le prix de la vente.	1.50 p. c. sur les premiers 5,000 fr. 1.00 — 20,000 fr. suivants. 0.75 — 50,000 — 0.50 — 125,000 — 0.25 — 800,000 — 0.10 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur le million suivant. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 8 francs.
69.	Contrat de mariage	Par acte	{ Minimum : 15 francs. Maximum : 500 francs.
	Pour les donations par contrat de mariage, perce- voir, suivant les cas, la taxe des nos 60, 61 et 62 relatifs aux donations.		
70.	Inventaire — Confection du procès-verbal.	Par vacation.	12 »
	Pas de taxe spéciale pour le classement et l'analyse des papiers à inventorier.		
71.	Contrat de société :		
	A. — Acte constitutif de société anonyme ou en commandite par actions.	Sur le montant du capital social souscrit.	0.50 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0.25 — 225,000 fr. suivants. 0.10 — 700,000 — 0.08 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0.03 p. c. sur les 10 millions suiv. 0.01 p. c. sur les 15 millions suiv. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 50 francs.

Door- loopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
62.	Gifte van aanwezige goederen bij voorschot op de erfenis aan erfgerechtigden	Op de waarde der gegeven goederen.	0.65 t. h. op de eerste 15,000 fr. 0.50 t. h. op de volgende 35,000 — 0.50 — 50,000 — 0.15 — 400,000 — 0.10 — 500,000 — 0.07 — 1,000,000 — 0.05 — 3,000,000 — 0 t. h. op het overige.
63.	Aanneming (per afzonderlijke akte) van giften, legaten, enz.	Per akte.	15 »
64.	Eenvoudige intrekking van een legaat, van eene uiterste wilsbeschikking Eenvoudige intrekking van gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten :	Id.	20 »
65.	Bij akte onder levenden	Id.	10 »
66.	Bij uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
67.	Staat van schulden, onroerende goederen, schat- tende plaatsopneming, enz.	Per blad.	10 »
68.	Onderhandsche verkoop en afstand van roerende of onroerende goederen	Op de koopsom.	1.50 t. h. op de eerste 5,000 fr. 1.00 t. h. op de volgende 20,000 — 0.75 — 50,000 — 0.50 — 125,000 — 0.25 — 800,000 — 0.10 — 1,000,000 — 0.05 — 1,000,000 — 0 t. h. op het overige Minimum : 8 fr.
69.	Huwelijkscontract. Voor giften bij huwelijkscontract te heffen, vol- gens het geval, van het recht van n ^{rs} 62, 61 en 60, betreffende de giften.	Per akte.	} Minimum : 15 fr. } Maximum : 500 fr.
70.	Boedelijst. — Opmaken van het proces-verbaal . Geen bijzonder recht voor het schicken en het beknopt vermelden van de op te schrijven papieren.	Per zitting.	12 »
71.	Contract van vennootschap : A. — Akte van vestiging eener naamlooze ven- nootschap of eener vennootschap bij wijze van geldschieting met aandeelen	Op het bedrag van het maat- schappelijk kapitaal waar- voor inge- schreven is.	0.50 t. h. op de eerste 75,000 fr. 0.25 t. h. op de volgende 225,000 — 0.10 — 700,000 — 0.08 t. b. op het volgende millioen. 0.05 t. b. op de volgende 5 millioen. 0.05 — 10 — 0.01 — 15 — 0 t. h. op het overige. Minimum : 30 fr.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
	<i>B. — Acte constitutif de toutes autres sociétés.</i>	Sur le capital souscrit.	0.25 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0.15 — 225,000 fr. suivants. 0.05 — 700,000 — 0.04 p. c. sur le million — 0.03 p. c. sur les 5 millions — 0.02 — 10 — — 0.01 — 15 — — 0 sur le surplus. Minimum : 30 francs.
	<i>C. — Acte portant augmentation du capital social.</i>	—	Appliquer le taux des litt. A ou B comme si tout le capital avait été constitué en une fois. Minimum : 20 francs.
	<i>D. — Acte constitutif de sociétés dont le capital n'est pas exprimé</i>	—	Minimum : 50 francs.
	<i>E. — Actes de nomination d'un ou de plusieurs gérants, administrateurs ou commissaires.</i>	—	15 »
	<i>F. — Tout autre acte modificatif</i>	—	Minimum : 20 francs.
72.	Actes unilatéraux non dénommés	Par acte.	12 »
73.	Actes et contrats synallagmatiques ou bilatéraux non dénommés	Id.	20 »
74.	Grosse, expédition ou extrait des actes désignés en la présente section	Par rôle	4 »
SECTION V. — Actes conservatoires après décès ⁽¹⁾ .			
75.	Réquision à fin d'apposition ou de levée de scellés.	Par acte.	8 »
76.	Opposition à la levée des scellés.	Id.	8 »
77.	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés	Par vacation	9 »
78.	Substitution ou remplacement du gardien des scellés	Id.	9 »
79.	Convocation d'un conseil de famille.	Id.	9 »
80.	Procès-verbal d'une délibération du conseil de famille	Id.	9 »
81.	Expédition ou extrait des procès-verbaux mention- nés ci-avant.	Par rôle.	4 »

(1) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
<i>B.</i> — Akte van vestiging van alle andere ven- Op het kapitaal nootschappen. waarvoor			
	ingeschreven is.	0.25 t. h. op de eerste	75,000 fr.
		0.15 t. h. op de volgende	225,000 —
		0.05 —	700,000 —
		0.04 t. h. op het volgende	millioen.
		0.03 t. h. op de volgende	5 millioen.
		0.02 —	10 —
		0.01 —	15 —
		0 op het overige.	
		Minimum : 50 frank.	
<i>C.</i> — Akte houdende vermeerdering van het maatschappelijk kapitaal. —			
		Het bij letters <i>A</i> of <i>B</i> voorziene recht toepassen, alsof het gan- sche kapitaal ineens was samen- gesteld.	
		Minimum : 20 frank.	
<i>D.</i> — Akte van vestiging van vennootschappen waarvan het kapitaal niet is uitgedrukt. —			
		Minimum : 50 frank.	
<i>E.</i> — Akten van benoeming van een' of meer zaakvoerders, beheerders of commissarissen —			
		15 frank.	
<i>F.</i> — Elke andere wijzigende akte —			
		Minimum : 20 frank.	
72.	Eenzijdige akten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	12 frank.
73.	Wederkeerige of tweezijdige akten en contracten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	20 »
74.	Uitvaardiging, afschrift of uittreksel van de in deze afdeeling opgegeven akten	Per blad.	4 »
AFDEELING V. — <i>Bewaringsakten na overlijden</i> ⁽¹⁾ .			
75.	Aanzoek om zegels te leggen of te lichten	Per akte.	8 »
76.	Verzet tegen het lichten van zegels.	Id.	8 »
77.	Proces-verhaal van leggen en proces-verhaal van lichten van zegels	Per zitting.	9 »
78.	Inplaatsstelling of vervanging van den zegelbe- waarder	Id.	9 »
79.	Beleggen van een familieraad	Id.	9 »
80.	Proces-verhaal van eene beraadslaging van den familieraad	Id.	9 »
81.	Afschrift of uittreksel van de voormelde processen- verhaal	Per blad.	4 »

(1) Zoo de belanghebbenden onvermogen zijn, moeten zij vrijgesteld worden van de rechten, waarvan in deze afdeeling sprake is.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION VI. — <i>Actes divers.</i>			
82.	Dépôt volontaire de sommes d'argent, matières premières, valeurs négociables, marchandises ou effets mobiliers ⁽¹⁾	1° Par acte de dépôt. 2° Droit sur le montant de la somme ou de la valeur estimée.	Fr. C. 6 » 1/2 p. c. pour les 6 premiers mois du dépôt ou moins; 1/4 p. c. pour chaque trimestre ou fraction de trimestre au delà des 6 premiers mois.
83.	Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire ⁽²⁾	Sur le montant des valeurs recouvrées.	4 p. c. sur les premiers 20,000 francs; 1/2 p. c. sur les 10,000 fr. suivants; 1/4 p. c. sur les 10,000 fr. suivants; 0 sur le surplus.
84.	Décret, acte ou procès-verbal non spécialement tarifé.	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	6 » 5 »
85.	Expédition ou extrait d'un acte non spécialement tarifé.	Par rôle.	3 »
86.	Copie en langue étrangère	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	7 » 4 »
87.	Traduction certifiée conforme	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	8 » 5 »
SECTION VII. — <i>Frais de déplacement et de séjour.</i>			
88.	Frais de déplacement du consul, du vice-consul ou du chancelier	—	Le montant des déboursés ⁽³⁾ .
89.	Frais de séjour du consul ou du vice-consul	Par jour.	20 »
90.	Frais de séjour du chancelier	Id.	15 »

⁽¹⁾ Le droit proportionnel à percevoir lors du retrait du dépôt n'est pas exigible lorsque le dépôt ne comprend que des pièces, des effets ou des titres nominatifs qui, en cas de perte, de vol ou de destruction, peuvent être remplacés sans préjudice pour le dépositaire. L'acte de retrait d'un dépôt ne donne lieu à aucun droit.

⁽²⁾ Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit.

⁽³⁾ Le compte de ces frais, que les agents s'efforceront d'ailleurs de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui pour celles qui concernent le vice-consul ou le chancelier.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING VI. — <i>Verschillende akten.</i>			
			Fr. G.
82.	Vrijwillige neerlegging van geldsommen, grondstoffen, verhandelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen ⁽¹⁾	1 ^o Per akte van neerlegging.	6 » $\frac{1}{2}$ t. h. voor de eerste zes maanden neerlegging of korteren tijd;
		2 ^o Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde.	$\frac{1}{4}$ t. h. voor het geheel of gedeeltelijk kwartaal na de eerste zes maanden.
83.	Invoordering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen, gedaan ten gevolge van consuls-bemiddeling ⁽²⁾	Op het bedrag der ingevorderde waarden.	1 t. h. op de eerste 20,000 frank; $\frac{1}{2}$ t. h. op de volgende 10,000 fr.; $\frac{1}{4}$ t. h. op de volgende 10,000 fr.; 0 op het overige.
84.	Niet afzonderlijk getarifeerd decreet, akte of proces-verbaal	Eerste blad. Voor elk blad meer.	6 » 3 »
85.	Afschrift of uittreksel van eene niet afzonderlijk getarifeerde akte	Per blad.	3 »
86.	Afschrift in eene vreemde taal.	Eerste blad. Elk blad meer.	7 » 4 »
87.	Echt verklaarde vertaling	Eerste blad. Elk blad meer.	8 » 5 »
AFDEELING VII. — <i>Reis- en verblijfkosten.</i>			
88.	Reiskosten van den consul, den vice-consul of den kanselier.	—	Het bedrag der voorschotten ⁽³⁾ .
89.	Verblijfkosten van den consul of den vice-consul	Per dag.	20 »
90.	Verblijfkosten van den kanselier	Id.	15 »

(¹) Het bij de intrekking van de neerlegging te heffen geëvenredigd recht wordt niet gevorderd, wanneer de neerlegging enkel bestaat uit stukken, voorwerpen of nominale titels welke, bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor den inbewaringgever vervangen kunnen worden. Voor de akte van intrekking van eene neerlegging wordt niets gebeven.

(²) Het heffen van het invorderingsrecht en het neerleggingsrecht te zamen is verboden.

(³) De rekening van die kosten, welke de ambtenaren overigens tot het volstrekt noodige beperken, wordt door den consul bevestigd, voor de uitgaven die hem betreffen, en gevisceerd voor de uitgaven, die den vice-consul of den kanselier aangaan.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 APRIL 1910.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der rechten, door de Belgische consuls in het buitenland te heffen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER GILLÈS DE PELICHY.

MIJNE HEEREN,

De consuls, gezanten en gelastigden der Vorsten, onder het oud bewind, thans vertegenwoordigers van het land, oefenen, uit den gansch bijzonderen en sterk afgewisselden aard hunner bezigheden, het ambt uit én van magistraat én van diplomaat.

Reeds in 1814 heeft graaf Beugnot de rol van deze zoo toegewijde agenten van den buitenlandschen dienst in dien zin omschreven. Na te hebben aangemerkt dat zij naar het buitenland werden gezonden tot beoordeeling van handelszaken tusschen hunne onderdanen en hun land; na te hebben doen opmerken dat hunne vestiging geen ander doel had dan de voordeelen, de uitbreiding, de veiligheid en de politie over den handel van de onderlinge volken, voegde die Staatsman er bij : « De consuls zijn de voogden van hunne landgenooten tegen kwellingen, onrechtvaardigheden vanwege de ingezetenen der stad die zij bewonen, en zij houden politie over de personen van hunne natie. Consulaire ambten zijn dus van diplomatischen aard; zij hebben een schijn van waardigheid, onderstellend bij den persoon, van den eenen kant verkozen en van den anderen kant toegelaten, eene bijzondere verdienste; zijn openbaar karakter dwingt achting en aanzien af. »

(1) Wetsontwerp, n^o 234 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Commissie bestond uit de heeren FLECHET, *voorzitter*, CARTON DE WIART, PIRMEZ, TONNELIER en GILLÈS DE PELICHY.

Is heden ten dage de voornaamste plicht van den consul op de hoogte te blijven van de economische vraagstukken, zoo in zijn land van herkomst als in de streken waar hij verblijft; heeft hij voor hoofddoel, door alle middelen bij te dragen tot uitbreiding van zijn vaderland op het gebied van nijverheid en koophandel, niettemin is hij de eerste beschermer, vaak ook de scheidsman, de rechter, de notaris en de steeds toegewijde en onbaatzuchtige raadsman zijner in het buitenland verblijvende landgenooten.

Daarom ook kon de achtbare voorzitter der Commissie van den Hoogeren Raad voor Nijverheid en Koophandel, belast met het bestudeeren van practische middelen tot verzekering van de volstrekte doelmatigheid der economische taak der agenten van den buitenlandschen dienst, in zijne inhuldigungsrede op 18 November 1908 zeggen, dat, zoo onze consuls hun land moeten inlichten in zake van handel, nijverheid, zeevaart, huishoudkunde, zij ook voor zending hebben « te zorgen voor de algemeene belangen van handel en zeevaart; zij moeten hunne landgenooten raad verschaffen en verzoenen, zorgen voor de uitvoering van de verdragen, de landgenooten beschermen in het genot van hunne rechten en in de vrije uitoefening van hun bedrijf ».

In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, op 2 December 1896 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgelegd, lezen wij, dat « het tarief van de rechten, door Belgische consuls in den vreemde te heffen, van kracht gemaakt door de wet van 16 Maart 1854, dagteekent van een tijd toen de notariële bevoegdheid van deze agenten streng was bepaald tot het ontvangen van testamenten, in de gevallen voorzien bij de artikelen 994, 994 en 995 van 't Burgerlijk Wetboek (art. 44 der wet van 31 December 1854 op de consulaten en de consulaire rechtsmacht) ». Bijgevolg kon dit tarief niet bedoelen andere akten van de ambtsbevoegdheid der notarissen. Doch sedert lang heeft de Wetgeving een ruimer stelsel gehuldigd. De wet van 29 Mei 1858 bekleedde de consuls, gevestigd in landen buiten het christendom, met de algeheele notariële ambtsbevoegdheid. De wet van 20 October 1897 en de verdragen, gesloten met onderscheidene Mogendheden, als daar zijn Spanje, Italië, de Verenigde Staten van Amerika, Rumenië, Portugal, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Peru, machtigde onze consuls het notarisambt waar te nemen.

Steeds meer wenden onze landgenooten zich tot deze ambtenaren, niet alleen voor eenvoudige akten, maar ook voor de regeling van zeer aanzienlijke belangen, als bij voorbeeld in 't buitenland zijn verbonden aan handels- en nijverheidsondermingen van onze landgenooten.

Gezien de practische gevolgen van deze onafgebroken uitbreiding der notariële bevoegdheid onzer consulaire ambtenaren, welke gevolgen niet waren te voorzien tijdens de opmaking van de IV^e afdeeling van het tarief der consulaire taxes, toegevoegd aan de wet van 22 October 1897, acht de Regeering, dat er aanleiding bestaat tot wijziging van sommige bepalingen

van dit gedeelte des tariefs en daarin eenige nieuwe hoofdstukken op te nemen.

Deze wijzigingen, duidelijk aangetoond en zeer goed gerechtvaardigd in de Memorie van Toelichting van het onderhavig wetsontwerp, gaf van wege de leden der Bijzondere Commissie slechts aanleiding tot twee opmerkingen, vertolkt bij wijze van amendementen :

« Het eerste van deze amendementen beoogt het eerste lid van de algemeene opmerkingen ; het strekt tot het vermijden van alle mogelijke onge-rechtigde dienstbetooning of willekeur bij geheele of gedeeltelijke kwijtschelding of niet-kwijtschelding der door het tarief bepaalde rechten. Dien maatregel nemend, had de Commissie vooral op het oog de akten van vennootschap en van verkoop van onroerende goederen. Zij wilde niet dat de hoop op eene vermindering van rechten sommige personen kon aanzetten om de dienstwilligheid der consulaire ambtenaren in te roepen, veeleer dan de tusschenkomst der notarissen in ons land.

In het herziene ontwerp wordt het tarief bepaald door den tekst der wet ; de ambtenaren van den binnenlandschen dienst mogen daarvan maar afzien in de voorziene en toegelaten gevallen. Anderdeels huldigt de nieuwe tekst, en wel met reden, de verplichte kosteloosheid voor de akten bestemd voor onvermogende personen ; voor de akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Belgische Regeering eene schikking heeft getroffen bij toepassing van artikel 3 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld ; voor de stukken gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken, in het belang van het algemeen of van het beheer ; voor de levensbewijzen, akten van bekendheid en andere stukken, afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar ten laste van den Staat of van de Weduwen- en Weezenkassen onder beheer van den Staat, en die voor elk ander pensioen van 600 frank of minder.

Het tweede amendement geldt louter den vorm. Vele leden der Commissie hadden verlangd dat de verminderingen van tarief, die schepen van mindere tonnenmaat genieten, duidelijker werden opgegeven. De nieuwe tekst schijnt ze te moeten bevredigen.

De Verslaggever,

CH. GILLÈS DE PELICHY.

De Voorzitter,

FERD. FLÉCHET.

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

Le tableau annexé à la présente loi fixe le tarif des droits que les consuls belges à l'étranger sont autorisés à percevoir.

Aucune taxe autre que celles qui y sont désignées ne pourra être perçue par les consuls.

ART. 2.

Ce tarif sera exécutoire dans les limites des attributions conférées à chaque consul, le lendemain du jour où celui-ci en aura reçu notification.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité de certaines des opérations consulaires soumises à des taxes en vertu du tarif ci-annexé.

ART. 4.

La loi du 22 octobre 1897 et le tarif annexé à ladite loi sont abrogés.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der rechten, door de Belgische consuls in het buitenland te heffen.

EERSTE ARTIKEL.

Het tarief der rechten, welke de Belgische consuls in het buitenland mogen heffen, is vastgesteld in de bij deze wet gevoegde lijst.

De consuls mogen geene andere rechten heffen, dan die welke daarin voorkomen.

ART. 2.

Dit tarief treedt in werking, binnen de perken van de bevoegdheid welke elken consul is toegekend, daags nadat deze er kennis van heeft ontvangen.

ART. 3.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid, met de vreemde Mogendheden schikkingen te treffen, waarbij sommige der consulaire verrichtingen, welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld.

ART. 4.

De wet van 22 October 1897 en het aan die wet toegevoegde tarief zijn ingetrokken.

ANNEXE.

**Tarif des droits à percevoir par les
consuls belges à l'étranger.**

Observations générales.

I. Les consuls *accorderont* remise totale des droits fixés par le tarif :

1^o Aux actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement a conclu un arrangement par application de l'article 3 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement ;

2^o Aux actes destinés aux indigents ;

3^o Aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif ;

4^o Aux certificats de vie, actes de notoriété et autres pièces délivrées pour pensions à charge de l'État ou des caisses des veuves et orphelins dont le service est fait par l'État, n'excédant pas 2,000 francs annuellement, et à ceux pour toutes autres pensions de 600 francs et au-dessous.

II. Les décrets ou arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes, ou de tous autres actes, ne donnent lieu non plus à aucune perception.

III. Les rôles taxés, dans le tarif, sont de trente-cinq lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne.

BIJLAGE.

**Tarief der door de Belgische consuls
in het buitenland te heffen rechten.**

Aanmerkingen van algemeenen aard.

I. De consuls *verleenen* geheele vrijstelling van de door het tarief bepaalde rechten, wanneer het geldt :

1^o Akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Regeering eene schikking heeft getroffen bij toepassing van artikel 3 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld ;

2^o Akten bestemd voor onvermogene personen ;

3^o Stukken, gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer ;

4^o Levensbewijzen, akten van notoriété en andere stukken, afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar, ten laste van den Staat of van de Weduwen- en Weezenkassen onder beheer van den Staat, en die voor elk ander pensioen van 600 frank of minder.

II. Voor de consulsdecreten of besluiten, enkel ten doel hebbende de teekening of de opzending van verzoekschriften, of van alle andere akten, wordt evenmin iets geheven.

III. In het tarief wordt het blad gerekend tegen vijf en dertig regels van twintig lettergrepen elk.

Le rôle commencé se paye en entier, s'il y en a un seul; s'il y en a plusieurs, au prorata de la fraction de rôle.

IV. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier; les autres se payent au prorata du temps écoulé.

Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

V. Les consuls donneront quittance des taxes perçues et y mentionneront les numéros du tarif où celles-ci sont prévues.

Het begonnen blad wordt geheel gerekend, als er maar één is; zijn er meer bladen, dan in verhouding tot het gedeelte van het blad.

IV. De zitting duurt drie uren. De begonnen eerste zitting is geheel verschuldigd; de andere zittingen worden betaald in verhouding tot den verlopen tijd.

In de akten welke per zitting getarifeerd zijn, worden de tijd van den aanvang en de tijd van het sluiten der verrichtingen, alsmede elke afbreking vastgesteld.

Geen bijzonder recht is verschuldigd voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

V. De consuls geven kwijtschrift van de geheven rechten en vermelden daarbij de tariefnummers, waaronder die rechten voorkomen.

Tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION I. — Actes relatifs au commerce et à la navigation.			
			Fr. C.
1.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment qui a opéré son déchargement et son chargement complets ou partiels ⁽²⁾ .		
	<i>Pour un navire de plus de 300 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	75 »
	<i>Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous</i>	<i>Droit proportionnel par tonneau.</i>	0 25
	<i>N. B. — Un bâtiment qui touche plus d'une fois par an ⁽³⁾ au même port n'est assujéti qu'une seule fois à la taxe entière de 75 francs ou de 25 centimes par tonneau prévue ci-dessus. Si, dans un premier voyage, le navire n'a été soumis qu'à la taxe partielle faisant l'objet du numéro 2, celle-ci pourra, s'il y a lieu, être complétée dans un voyage subséquent, mais de manière que le même bâtiment ne paye jamais, par an, dans un même port, une taxe supérieure à la taxe prévue au numéro 1.</i>		
2.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment qui a fait seulement l'une ou l'autre de ces opérations, soit complètement, soit partiellement.		
	<i>Pour un navire de plus de 300 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	37 50
	<i>Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous</i>	<i>Droit proportionnel par tonneau.</i>	0 12 1/2
3.	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment en relâche forcée ou volontaire, qui n'a embarqué ou débarqué ni marchandises ni passagers	<i>Droit fixe.</i>	5 »
	Expédition ⁽¹⁾ d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage. Aller et retour	<i>Id.</i>	5 »
4.	Courtage et interprétation ⁽⁴⁾	<i>Id.</i>	20 »

⁽¹⁾ Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée et au départ, savoir : 1° rapport à l'arrivée, simple; 2° certificats d'arrivée et de départ; 3° rapport concernant la santé; 4° visa du journal ou registre de bord, de la lettre de mer, du rôle d'équipage; 5° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie; 6° déclaration de simple relâche; 7° mouvement à inscrire sur le rôle d'équipage, à cause d'hommes embarqués ou débarqués; 8° dépôts et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance, d'un décès; dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 9° actes de dépôt ou de cautionnement des sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marins laissés à terre; 10° patente de santé pour un bâtiment ou visa d'une patente de santé; 11° certificat quelconque exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

⁽²⁾ N'est considéré, quant à l'application du droit, comme chargement ou déchargement partiel, que celui qui comporte une quantité d'au moins dix tonneaux.

⁽³⁾ Les mots « par an » doivent être compris comme s'appliquant à l'année commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre.

⁽⁴⁾ Cette taxe n'est applicable qu'à Constantinople. Elle répond à un service spécial.

Tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Gronslag der heffing.	Recht.
<i>AFDEELING I. — Akten betreffende den handel en de scheepvaart.</i>			
			Fr. C.
1.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat zijne geheele of gedeeltelijke lossing en lading gedaan heeft ⁽²⁾		
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Vast recht.	75 »
	Voor een schip van 300 ton en minder	Evenredig recht per ton.	0 25
<i>N. B. — Een vaartuig, dat meer dan eens per jaar ⁽³⁾ dezelfde haven aandoet, betaalt maar eens het bedoelde recht van 75 frank of van 25 centiemen per ton. Wordt het schip, op eene eerste reis, maar onderworpen aan het gedeeltelijk recht vermeld bij nummer 2, zoo kan dit, des voorkomend, op eene latere reis aangevuld worden, doch met dien verstande, dat hetzelfde vaartuig, in dezelfde haven, nooit meer betaalt dan het bij n^o 1 bedoeld recht.</i>			
2.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat maar eene dier verrichtingen hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk gedaan heeft.		
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Vast recht.	37 50
	Voor een schip van 300 ton en minder	Evenredig recht per ton.	0 12 1/2
3.	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig, dat uit nood of vrijwillig eene haven binnengeloopen is en geene goederen of reizigers ingescheept of ontscheept heeft	Vast recht.	5 »
	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat eene reede is binnengeloopen om eene verklaring bij eene vreemde overheid af te leggen of een doorvaarreht te betalen. Heen en terug . .	Id.	5 »
4.	Makelarij en vertolking ⁽⁴⁾	Id.	20 »

⁽¹⁾ Onder die benaming worden al de gewone formaliteiten en akten verstaan, welke, bij aankomst en bij vertrek, van het consulaat gevorderd kunnen worden, te weten : 1^o verslag bij enkele aankomst; 2^o bewijzen van aankomst en van vertrek; 3^o verslag over de gezondheid; 4^o visa van het scheepsboek of het scheepsregister, van den scheepsbrief, van de monsterrol; 5^o visa en registratie van de gewaarmerkte vrachtljsten bij in- en uitgang; 6^o verklaring van enkel binnengeloopen; 7^o aantekening op de monsterrol, uit hoofde van ingescheept of ontscheept manschappen; 8^o neerlegging en processen-verbaal van neerlegging van elke door den gezagvoerder opgemaakte akte uit hoofde van weggeloopen manschappen, van een misdrijf of een wanbedrijf, van eene geboorte, van een sterfgeval; neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, boedellijsten, alsmede van de op de boedellijsten staande voorwerpen; 9^o akten van neerlegging of van borgstelling van sommen tot dekking van de kosten van terugzending naar het vaderland, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden; 10^o gezondheidspatent voor een vaartuig of visa van een gezondheidspatent; 11^o om het even welk getuigschrift, vereischt door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

⁽²⁾ Voor de toepassing van het recht, komt gedeeltelijke lading of lossing maar in aanmerking, als zij ten minste 10 ton bedraagt.

⁽³⁾ Hierdoor wordt verstaan het kalenderjaar, dat begint op 1 Januari en eindigt op 31 December.

⁽⁴⁾ Dat recht wordt enkel te Constantinopel toegepast. Het heeft betrekking op een bijzonderen dienst.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
5.	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement ⁽¹⁾ de ce document en cas de perte :		
	<i>Pour un navire de plus de 2,000 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	20 »
	<i>Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux jusqu'à 2,000 tonneaux</i>	<i>Id.</i>	15 »
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux jusqu'à 1,000 tonneaux</i>	<i>Id.</i>	10 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	8 »
6.	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement ⁽²⁾ de ce document en cas de perte.	Par journal.	10 »
7.	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou au journal de navigation	Pour la 1 ^{re} feuille. Pour les feuilles subséquentes, jusqu'à la dixième. Pour les feuilles postérieures à la 10 ^e	5 » 0 50 0 25
8.	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux.</i>	<i>Droit fixe.</i>	25 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	15 »
9.	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux.</i>	<i>Id.</i>	30 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	20 »
	IV. B. — La désignation des experts chargés de délivrer le certificat de navigabilité du navire et le visa des signatures apposées par les experts sur ledit certificat donnent respectivement ouverture à la perception des droits de 6 francs et de 3 francs fixés par les nos 15 et 35 du tarif.		
10.	Délivrance d'un passavant en cas de perte de la lettre de mer :		
	<i>Pour un navire de plus de 500 tonneaux</i>	<i>Droit fixe.</i>	25 »
	<i>Pour un navire de 500 tonneaux et au-dessous.</i>	<i>Id.</i>	15 »
11.	Patente de santé pour un bâtiment belge n'ayant pas donné lieu aux formalités d'expédition prévues aux nos 1 et 2, ou pour un bâtiment étranger	<i>Id.</i>	6 »
12.	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment étranger.	<i>Id.</i>	1 50
13.	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers, ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé	<i>Id.</i>	10 »
14.	Contrat d'affrètement ou charte-partie, pour autant qu'il soit requis par le capitaine	<i>Id.</i>	15 »

(1) Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(2) En sus du remboursement du coût du journal fourni.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
5.	Afgifte van eene monsterrol of vervanging ⁽¹⁾ van dat stuk bij verlies :		
	Voor een schip van meer dan 2,000 ton	Vast recht.	20 »
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton tot 2,000 ton	Id.	15 »
	Voor een schip van meer dan 500 ton tot 1,000 ton	Id.	10 »
	Voor een schip van 500 ton en minder	Id.	8 »
6.	Afgifte van een scheepsboek of vervanging ⁽²⁾ van dat boek bij verlies	Per boek.	10 »
7.	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsboek	Voor het 1 ^o blad.	5 »
		Voor elk verder blad, tot en met het 10 ^e .	0 50
		Voor elk blad boven 10	0 25
8.	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks, of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeven, of eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen :		
	Voor een schip van meer dan 500 ton.	Vast recht.	25 »
	Voor een schip van 500 ton of minder	Id.	15 »
9.	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van meer dan 500 ton.	Id.	50 »
	Voor een schip van 500 ton of minder	Id.	20 »
	N. B. — De aanwijzing van de schatters, belast met de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid van het schip, en het visa van de naanteekeningen die door de schatters op bedoeld bewijs worden gesteld, geven wederzijds aanleiding tot inning van de rechten van 6 frank en van 5 frank, bepaald bij de n ^{os} 15 en 55 van het tarief.		
10.	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van den scheepsbrief :		
	Voor een vaartuig van meer dan 500 ton.	Vast recht.	25 »
	Voor een vaartuig van 500 ton of minder	Id.	15 »
11.	Gezondheidspatent voor een Belgisch vaartuig, dat geen aanleiding heeft gegeven tot de formaliteiten van verzen- ding, bedoeld bij de n ^{os} 1 en 2, of voor een vreemd vaartuig.	Id.	6 »
12.	Visa van een gezondheidspatent voor een vreemd vaartuig.	Id.	1 50
15.	Protest, gemaakt door den gezagvoerder, bij zijne aankomst, met ondervraging van het scheepsvolk en de passagiers, of proces-verbaal van redding van een vaartuig dat schip- breuk heeft geleden of prijs gemaakt werd	Id.	10 »
14.	Vrachtcontract of charte-partij, als zulks door den gezag- voerder gevorderd wordt	Id.	15 »

(¹) Op de bovenaan het ter vervanging gegeven stuk bevestigde en ondertekende verklaring van den gezag-voerder.

(²) Boven de terugbetaling van de kosten van het geleverd boek.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
15.	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière commerciale ou maritime. — Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. — Dépôt de rapport d'experts. — Homologation d'un règlement d'avarie.	Par acte. Droit fixe.	6 »
	N. B. — La rémunération des experts, payée à part, suivant l'usage des lieux.		
16.	Expédition d'un rapport d'experts.	Premier rôle.	6 »
		Chaque rôle en sus.	5 »
17.	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Premier rôle.	6 »
		Chaque rôle en sus.	5 »
18.	Calcul et règlement d'un compte d'avarie, à la personne qui en est chargée	Droit proportionnel (1) jusqu'à 10,000 fr. Sur le surplus.	1/4 p. c. 1/8 p. c.
19.	Contrat de prêt à la grosse aventure prévu par l'article 24 du Code de commerce, livre II, loi du 21 août 1879, et affecté sur les objets désignés par l'article 157 du même Code; quand l'acte est autorisé par le consul.	Par acte.	15 »
20.	Vente aux enchères : 1° de marchandises, dans le cas prévu par l'article 24 du Code de commerce; 2° d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire, quand la vente se fait devant le consul ou devant le chancelier	Jusqu'à 20,000 fr. Sur le surplus.	1 p. c. (2) 1/2 p. c.
21.	Actes ou procès-verbal dressé par le consul en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par vacation.	10 »
SECTION II. — Actes de l'état civil et actes de nationalité (3).			
22.	Expédition d'un acte de naissance ou de décès	Par acte.	»
23.	Expédition d'un acte de mariage; d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel; d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte spécial ou avec mention de légitimation contenue dans un acte de mariage; d'un acte de divorce	Id.	6 »
24.	Expédition d'un acte de mariage comprenant légitimation d'enfant naturel	Id.	9 »
25.	Affiche d'acte de publication de mariage, certificat de publication et de non-opposition	Id.	1 50
26.	Expédition d'un acte de déclaration de nationalité	Id.	6 »

(1) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

(2) Non compris le salaire du crieur public, selon l'usage des lieux.

(3) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
15.	Bestuit of proces-verbaal van den consul in zake handel of zeevaart. — Benoeming van schatters en proces-verbaal van eedsaflegging. — Neerlegging van het verslag der schatters. — Bekrachtiging van de vereffening eener averij.	Per akte. Vast recht.	6 .
	N. B. — Het loon der schatters wordt afzonderlijk betaald, volgens plaatselijk gebruik.		
16.	Afschrift van een schattersverslag	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
17.	Akte van achterlating van een schip of van goederen, opgemaakt door den consul of door den kanselier van het consulaat	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
18.	Berekening en vereffening van eene averij-rekening, voor den persoon die daarmede belast is.	Geëvenredigd recht ⁽¹⁾ tot 10,000 frank. Op het overige.	$\frac{1}{4}$ t. h. $\frac{1}{8}$ t. h.
19.	Contract van leening op bodemerij, voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel, boek II, wet van 21 Augustus 1879, en bestemd tot de bij artikel 157 van hetzelfde Wetboek aangewezen voorwerpen; wanneer de akte door den consul toegelaten wordt.	Per akte.	15 »
20.	Openbare veiling : 1 ^o van goederen, in het geval voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel; 2 ^o van een vaartuig of van een gedeelte van een vaartuig, eene boot, zeil en treil en verdere inventarisvoorwerpen, wanneer de veiling ten overstaan van den consul of van den kanselier geschiedt	Tot 20,000 frank. Op het overige.	1 t. h. ⁽²⁾ $\frac{1}{2}$ t. h.
21.	Akte of proces-verbaal, door den consul opgemaakt in zake handel of zeevaart, in de niet afzonderlijk bepaalde gevallen	Per zitting.	10 »
AFDEELING II. — Akten van den burgerlijken stand en akten van nationaliteit ⁽³⁾ .			
22.	Afschrift van eene akte van geboorte of van overlijden	Per akte.	5 »
23.	Afschrift van eene huwelijksakte; van eene akte tot erkenning van een onecht kind; van eene geboorteakte met vermelding van de bij bijzondere akte gedaane erkenning van een onecht kind of met vermelding van de in eene huwelijksakte vervatte echtverklaring; van eene akte van echtscheiding	Id.	6 »
24.	Afschrift van eene huwelijksakte behelzende echtverklaring van een onecht kind.	Id.	9 »
25.	Uithangen van eene akte tot huwelijksafkondiging, bewijs dat de afkondiging gedaan en geen verzet ingediend is	Id.	1 50
26.	Afschrift van eene akte van nationaliteitsverklaring	Id.	6 »

⁽¹⁾ Het recht is maar verschuldigd op het bedrag der averij.

⁽²⁾ Zonder inbegrip van het loon van den stadsuitroeper, volgens plaatselijk gebruik.

⁽³⁾ Voor de minuut van de akten van den burgerlijken stand en van de akten van nationaliteit wordt niets geheven.

N ^o d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION III. — <i>Actes administratifs.</i>			
27.	Passeports ordinaires ⁽¹⁾	Par acte.	Fr. C. 8 »
28.	Passeports à des gens de mer.	Id.	Gratis
29.	Visa de passeports ordinaires ⁽¹⁾	Par visa.	1 50
30.	Visa de passeports pour gens de mer.	Id.	Gratis.
31.	Certificat de vie.	Par certificat.	5 »
32.	Certificat d'immatriculation, de nationalité et patente de protection ⁽²⁾	Par acte.	4 »
33.	Visa de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, ou tout autre visa non spécifié.	Par visa.	3 »
34.	Visa du manifeste, de la charte-partie, ou du connaissance pour des navires étrangers ⁽³⁾	Id.	5 »
35.	Certificat d'origine, de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat	5 »
36.	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche ⁽⁴⁾	Id.	5 »
37.	Certificat quelconque requis par l'autorité locale	Id.	5 »
38.	Légalisations ⁽⁵⁾	Par légalisation.	3 »
SECTION IV. — <i>Actes du ministère des notaires</i> ⁽⁶⁾ .			
39.	Testament et codicilles par actes publics.	Par vacation	15 »
40.	Dépôt d'un testament olographe et procès-verbal	Par acte.	15 »
41.	Retrait du dépôt d'un testament olographe. — Acte de décharge	Id.	10 »
42.	Dépôt d'un testament mystique. — Acte de suscription	Id.	25 »
43.	Retrait du dépôt d'un testament mystique. — Acte de décharge	Id.	10 »
44.	Présence à l'ouverture d'un testament mystique	Id.	20 »
45.	Consentement à mariage	Par acte { en brevet. en minute	8 » 10 »

⁽¹⁾ Dans beaucoup de pays les passeports et le visa de passeports sont abolis, et il ne pourra être opéré des perceptions de ce chef que lorsque ces actes seront absolument nécessaires.

⁽²⁾ L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

⁽³⁾ Pour les navires belges, le visa est compris dans les expéditions ou actes ordinaires (voir la note I, p. 11).

⁽⁴⁾ Pour les navires belges, le coût de ces certificats est compris dans les expéditions.

⁽⁵⁾ La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donne lieu à aucune perception. La légalisation de plusieurs signatures apposées sur le même acte ne compte que pour une légalisation.

⁽⁶⁾ Les émoluments pour les actes du ministère des notaires ne sont pas dus si l'acte, la copie ou l'extrait est nul par la faute du consul. L'honoraire tarifé d'un acte comprend, à l'exclusion de tous les déboursés, l'émolument de tous les devoirs principaux et accessoires du ministère des notaires auxquels cet acte donne lieu, sauf les droits de rôle ou de copie et les frais de déplacement, de séjour et de nourriture. L'honoraire de la disposition tarifée au taux le plus élevé est seul perçu lorsqu'un acte contient des dispositions qui dérivent ou dépendent les unes des autres, au point d'impliquer, en droit ou en fait, une seule opération. Lorsque cette connexité n'existe pas, l'honoraire de chacune des dispositions est perçu sans cependant qu'une même valeur puisse subir plus d'une fois l'honoraire proportionnel.

Door- loopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING III. — Akten van bestuur.			
27.	Gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per akte.	Fr. C. 8 »
28.	Paspoorten aan zeelieden	Id.	Kosteloos.
29.	Visa van gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per visa.	1 50
30.	Visa van paspoorten voor zeelieden	Id.	Kosteloos.
31.	Levensbewijs	Per bewijs.	5 »
32.	Bewijs van inschrijving op het stamboek, van nationaliteit en beschermingspatent ⁽²⁾	Per akte.	4 »
33.	Visa van het bewijs van inschrijving op het stamboek, van het bewijs van nationaliteit, van het beschermingspatent, of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa	Per visa.	5 »
34.	Visa van de gewaarmerkte vrachtlift, van de charte-partij of den ladingsbrief voor vreemde schepen ⁽³⁾	Id.	5 »
35.	Bewijs van oorsprong, van afkomst, van bestemming, van ontschepping	Per bewijs.	5 »
36.	Bewijs af te leveren aan binnengeloopen vreemde schepen ⁽⁴⁾	Id.	5 »
37.	Bewijs, om het even hetwelk, gevorderd door de plaatselijke overheid	Id.	5 »
38.	Wettelijke waarmerking ⁽⁵⁾	Per waarmerking.	5 »
AFDEELING IV. — Akten van het notarisambt ⁽⁶⁾ .			
39.	Uiterste wilsbeschikking en wijziging per openbare akten.	Per zitting.	15 »
40.	Neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking en proces-verbaal	Per akte.	15 »
41.	Intrekking van de neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting	Id.	10 »
42.	Neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van opschrijving	Id.	25 »
43.	Intrekking van de neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting	Id.	10 »
44.	Tegenwoordig zijn bij het openen van eene besloten uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
45.	Toestemming in een huwelijk.	Per akte	oorspronkelijk 8 » minuut, 10 »

⁽¹⁾ In menig land zijn de paspoorten en het visa der paspoorten afgeschaft; uit dien hoofde mag niets gegeven worden, tenzij die akten volstrekt noodzakelijk zijn.

⁽²⁾ Voor de inschrijving op de boeken van het consulaat wordt niets gegeven.

⁽³⁾ Voor Belgische schepen, is het visa begrepen in de gewone afschriften of akten (zie nota 1, blz. 11).

⁽⁴⁾ Voor Belgische schepen, zijn de kosten dier bewijzen in de afschriften begrepen.

⁽⁵⁾ Voor de waarmerking, door den consul, van eene akte ontvangen door den kanselier, en van eene door een ambtenaar van het consulaat opgemaakte of gewaarmerkte akte wordt niets gegeven. De waarmerking van verscheidene handteekeningen, gesteld op dezelfde akte, telt maar voor ééne waarmerking.

⁽⁶⁾ Het loon voor de akten van het notarisambt is niet verschuldigd indien de akte, het afschrift of het uittreksel nietig is door toedoen van den consul. In het tariefsloon voor eene akte is, met uitsluiting van alle voorschotten, het loon begrepen van alle hoofdzakelijke en toevallige plichten van het notarisambt, waartoe die akte aanleiding geeft, behalve de blad- of afschrijfkosten en de reis-, verblijf- en voedingkosten. Het loon voor de hoogst getarifierde bepaling wordt alleen gegeven, wanneer eene akte bepalingen bevat welke uit elkander voortvloeien of van elkander afhangen, in dier voege, dat zij naar rechten of feitelijk eene enkele verrichting uitmaken. Wanneer zulk verband niet bestaat, wordt het loon voor elke der bepalingen gegeven, met dien verstande dat het geëvenredigd loon niet meer dan eens op dezelfde waarde wordt toegepast.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
	Acte respectueux pour contracter mariage :		
46.	— réquisition	Par acte.	12 »
47.	— notification aux père et mère	Id.	18 »
48.	— réquisition et notification simultanées.	Id.	25 »
49.	Autorisation maritale (1)	Par acte { en brevet. en minute.	12 » 15 »
50.	Autorisation à un mineur pour faire le commerce.	Par acte { en brevet. en minute.	12 » 15 »
51.	Reconnaissance d'enfant naturel (par acte entre vifs).	Par acte.	15 »
52.	Acte de notoriété	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
53.	Décharge de mandat, de dépôt, de pièces de vente de meubles, etc.	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
54.	Procuracion générale	Par acte.	20 »
55.	Procuracion spéciale	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
56.	Révocation ou substitution de pouvoirs.	Par acte { en brevet. en minute.	10 » 12 »
57.	Quittance	Sur le montant des sommes reçues. 0.50 p. c. sur les premiers 3,000 fr. 0.40 — 7,000 fr. suivants. 0.35 — 15,000 — 0.25 — 25,000 — 0.15 — 150,000 — 0.10 — 500,000 — 0.05 — 500,000 — 0 p. c. sur le surplus.	
58.	Dépôt d'un acte sous seing privé.	Par acte.	15 »
59.	Nomination de conseil (article 392 du Code civil) ou de tuteur (article 398 du Code civil)	Id.	15 »
60.	Donation de biens à venir entre époux pendant le mariage.	Id.	20 »
61.	Donation de biens présents à des non-successibles et par préciput à des successibles.	Sur la valeur des biens donnés. 1 fr. p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0.75 — 35,000 fr. suivants. 0.50 — 50,000 — 0.25 — 400,000 — 0.15 — 500,000 — 0.10 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 20 francs.	

(1) Cette taxe devra être réduite de moitié lorsque l'acte fait ensuite de l'autorisation sera reçu par le même consul.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
Eerbiedige akte tot het sluiten van het huwelijk :			
46.	— tot vordering	Per akte.	12 »
47.	Eerbiedige akte tot beteekening aan vader en moeder	Id.	18 »
48.	Eerbiedige akte tot gelijktijdige vordering en beteekening	Id.	25 »
49.	Toestemming van den echtgenoot (1)	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	12 » 15 »
50.	Machtiging aan een minderjarige tot het drijven van handel	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	12 » 15 »
51.	Erkenning van een onecht kind (door akte onder levenden)	Per akte.	15 »
52.	Akte van notoriëteit	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
53.	Ontlasting van lastgeving, van neerlegging, van stukken betreffende den verkoop van inboe- dels, enz.	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
54.	Algeheele volmacht	Per akte.	20 »
55.	Bijzondere volmacht	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
56.	Intrekking of vervanging van volmacht.	Per akte { oorspronkelijk. minuut.	10 » 12 »
57.	Kwijtschrift	Op het bedrag der ontvangen geden.	0.50 t. h. op de eerste 5,000 fr. 0.40 t. h. op de volgende 7,000 — 0.35 — 15,000 — 0.25 — 25,000 — 0.15 — 150,000 — 0.10 — 500,000 — 0.05 — 500,000 — 0 t. h. op het overige.
58.	Neerlegging van eene onderhandsche akte	Per akte.	15 »
59.	Benoeming van een raad (artikel 392 van het Bur- gerlijk Wetboek) of van een voogd (artikel 398 van het Burgerlijk Wetboek)	Id.	15 »
60.	Gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten gedurende het huwelijk.	Id.	20 »
61.	Gifte van aanwezige goederen aan niet-erfgerech- tigden of bij vooruitmaking aan erfgerechtigden.	Op de waarde der gegeven goederen.	1.00 t. h. op de eerste 15,000 fr. 0.75 t. h. op de volgende 55,000 — 0.50 — 50,000 — 0.25 — 400,000 — 0.15 — 500,000 — 0.10 t. h. op de volgende millioen. 0.05 t. h. op de volgende 5 millioen. 0 t. h. op het overige. Minimum : 20 fr.

(1) Dat loon moet met de helft verminderd worden, wanneer de tengevolge van de toestemming opgemaakte akte door denzelfden consul wordt ontvangen.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
62.	Donation de biens présents en avancement d'hoirie à des successibles	Sur la valeur des biens donnés.	0.65 p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0.50 — 55,000 fr. suivants. 0.50 — 50,000 — 0.15 — 400,000 — 0.10 — 500,000 — 0.07 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0 p. c. sur le surplus.
63.	Acceptation (<i>par acte séparé</i>) de donations, de legs, etc.	Par acte.	15 »
64.	Révocation pure et simple de legs, de testament . Révocation pure et simple de donation de biens à venir entre époux :	Id.	20 »
65.	Par acte entre vifs	Id.	10 »
66.	Par testament	Id.	20 »
67.	État de dettes, d'immeubles, estimatif de lieux, etc.	Par rôle.	10 »
68.	Vente et cession de gré à gré de meubles ou d'im- meubles	Sur le prix de la vente.	1.50 p. c. sur les premiers 5,000 fr. 1.00 — 20,000 fr. suivants. 0.75 — 50,000 — 0.50 — 125,000 — 0.25 — 800,000 — 0.10 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur le million suivant. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 8 francs.
69.	Contrat de mariage	Par acte	{ Minimum : 15 francs. Maximum : 500 francs.
	Pour les donations par contrat de mariage, perce- voir, suivant les cas, la taxe des nos 60, 61 et 62 relatifs aux donations.		
70.	Inventaire — Confection du procès-verbal.	Par vacation.	12 »
	Pas de taxe spéciale pour le classement et l'analyse des papiers à inventorier.		
71.	Contrat de société :		
	A. — Acte constitutif de société anonyme ou en commandite par actions.	Sur le montant du capital social souscrit.	0.50 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0.25 — 225,000 fr. suivants. 0.10 — 700,000 — 0.08 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0.05 p. c. sur les 10 millions suiv. 0.01 p. c. sur les 15 millions suiv. 0 p. c. sur le surplus. Minimum : 50 francs.

Door- loopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
62.	Gifte van aanwezige goederen bij voorschot op de erfenis aan erfgeëchtigden	Op de waarde der gegeven goederen.	0.65 t. h. op de eerste 15,000 fr. 0.50 t. h. op de volgende 35,000 — 0.50 — 50,000 — 0.15 — 400,000 — 0.10 — 500,000 — 0.07 — 1,000,000 — 0.05 — 3,000,000 — 0 t. h. op het overige.
63.	Aanneming (per afzonderlijke akte) van giften, legaten, enz.	Per akte.	15 »
64.	Eenvoudige intrekking van een legaat, van eene uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
	Eenvoudige intrekking van gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten :		
65.	Bij akte onder levenden	Id.	10 »
66.	Bij uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
67.	Staat van schulden, onroerende goederen, schat- tende plaatsopneming, enz.	Per blad.	10 »
68.	Onderhandsche verkoop en afstand van roerende of onroerende goederen	Op de koopsom.	1.50 t. h. op de eerste 5,000 fr. 1.00 t. h. op de volgende 20,000 — 0.75 — 50,000 — 0.50 — 125,000 — 0.25 — 800,000 — 0.10 — 1,000,000 — 0.05 — 1,000,000 — 0 t. h. op het overige Minimum : 8 fr.
69.	Huwelijkscontract.	Per akte.	{ Minimum : 15 fr. Maximum : 500 fr.
	Voor giften bij huwelijkscontract : heffen, vol- gens het geval, van het recht van art ^s 62, 64 en 60, betreffende de giften.		
70.	Boedellijst. — Opmaken van het proces-verbaal	Per zitting.	12 »
	Geen bijzonder recht voor het schicken en het beknopt vermelden van de op te schrijven papieren.		
71.	Contract van vennootschap :		
	A. — Akte van vestiging eener naamlooze ven- nootschap of eener vennootschap bij wijze van geldschieting met aandelen	Op het bedrag van het maat- schappelijk kapitaal waar- voor inge- schreven is.	0.50 t. h. op de eerste 75,000 fr. 0.25 t. h. op de volgende 225,000 — 0.10 — 700,000 — 0.08 t. h. op het volgende millioen. 0.05 t. h. op de volgende 5 millioen. 0.05 — 10 — 0.01 — 15 — 0 t. h. op het overige. Minimum : 30 fr.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
B. — Acte constitutif de toutes autres sociétés.			
	Sur le capital souscrit.	0.25 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0.15 — 225,000 fr suivants. 0.05 — 700,000 — 0.04 p. c. sur le million — 0.03 p. c. sur les 3 millions — 0.02 — 10 — — 0.01 — 15 — — 0 sur le surplus. Minimum : 30 francs.	
	C. — Acte portant augmentation du capital social.	—	Appliquer le taux des litt. A ou B comme si tout le capital avait été constitué en une fois. Minimum : 20 francs.
	D. — Acte constitutif de sociétés dont le capital n'est pas exprimé	—	Minimum : 50 francs.
	E. — Actes de nomination d'un ou de plusieurs gérants, administrateurs ou commissaires.	—	15 »
	F. — Tout autre acte modificatif	—	Minimum : 20 francs.
72.	Actes unilatéraux non dénommés	Par acte.	12 »
75.	Actes et contrats synallagmatiques ou bilatéraux non dénommés	Id.	20 »
74.	Grosse, expédition ou extrait des actes désignés en la présente section	Par rôle.	4 »
Section V. — Actes conservatoires après décès ⁽¹⁾.			
75.	Requisition à fin d'apposition ou de levée de scellés.	Par acte.	8 »
76.	Opposition à la levée des scellés.	Id.	8 »
77.	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés	Par vacation	9 »
78.	Substitution ou remplacement du gardien des scellés	Id.	9 »
79.	Convocation d'un conseil de famille.	Id.	9 »
80.	Procès-verbal d'une délibération du conseil de famille	Id.	9 »
81.	Expédition ou extrait des procès-verbaux mention- nés ci-avant.	Par rôle.	4 »

(1) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
B. — Akte van vestiging van alle andere ven- nootschappen			
	Op het kapitaal waarvoor ingeschreven is.	0.25 t. h. op de eerste 0.15 t. h. op de volgende 0.05 — 0.04 t. h. op het volgende 0.05 t. h. op de volgende 0.02 — 0.01 — 0 op het overige. Minimum : 50 frank.	75,000 fr. 225,000 — 700,000 — millioen. 5. miljoen. 10 — 15 —
C. — Akte houdende vermeerdering van het maatschappelijk kapitaal.			
	—	Het bij letters A of B voorziene recht toepassen, alsof het gan- sche kapitaal ineens was samen- gesteld. Minimum : 20 frank.	
D. — Akte van vestiging van vennootschappen waarvan het kapitaal niet is uitgedrukt.			
	—	Minimum : 50 frank.	
E. — Akten van benoeming van een of meer zaakvoerders, beheerders of commissarissen			
	—	15 frank.	
F. — Elke andere wijzigende akte			
	—	Minimum : 20 frank.	
72.	Eenzijdige akten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	12 frank.
73.	Weerkerige of tweezijdige akten en contracten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	20 »
74.	Uitvaardiging, afschrift of uittreksel van de in deze afdeeling opgegeven akten	Per blad.	4 »
AFDEELING V. — Bewaringsakten na overlijden (1).			
75.	Aanzoek om zegels te leggen of te lichten	Per akte.	8 »
76.	Verzet tegen het lichten van zegels	Id.	8
77.	Proces-verbaal van leggen en proces-verbaal van lichten van zegels	Per zitting.	9 »
78.	Inplaatsstelling of vervanging van den zegelbe- waarder	Id.	9 »
79.	Beleggen van een familieraad	Id.	9 »
80.	Proces-verbaal van eene beraadslaging van den familieraad	Id.	9 »
81.	Afschrift of uittreksel van de voormelde processen- verbaal	Per blad.	4 »

(1) Zoo de belanghebbenden onvermogen zijn, moeten zij vrijgesteld worden van de rechten, waarvan in deze afdeeling sprake is.

Door- lopende nummers	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING VI. — <i>Verschillende akten.</i>			
			Fr. G.
82.	Vrijwillige neerlegging van geldsommen, grondstoffen, verhandelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen ⁽¹⁾	1 ^o Per akte van neerlegging.	6 » $\frac{1}{2}$ t. h. voor de eerste zes maanden neerlegging of korteren tijd; $\frac{1}{4}$ t. h. voor het geheel of gedeeltelijk kwartaal na de eerste zes maanden.
		2 ^o Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde.	
83.	Invoering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen, gedaan ten gevolge van consuls-bemiddeling ⁽²⁾	Op het bedrag der ingevorderde waarden.	1 t. h. op de eerste 20,000 frank; $\frac{1}{2}$ t. h. op de volgende 10,000 fr.; $\frac{1}{4}$ t. h. op de volgende 10,000 fr.; 0 op het overige.
84.	Niet afzonderlijk getarifeerd decreet, akte of proces-verbaal	Eerste blad. Voor elk blad meer.	6 » 5 »
85.	Afschrift of uittreksel van eene niet afzonderlijk getarifeerde akte	Per blad.	5 »
86.	Afschrift in eene vreemde taal.	Eerste blad. Elk blad meer.	7 » 4 »
87.	Echt verklaarde vertaling	Eerste blad. Elk blad meer.	8 » 5 »

AFDEELING VII. — *Reis- en verblijfkosten.*

88.	Reis-kosten van den consul, den vice-consul of den kanselier.	—	Het bedrag der voorschotten ⁽³⁾ .
89.	Verblijfkosten van den consul of den vice-consul	Per dag.	20 »
90.	Verblijfkosten van den kanselier	Id.	15 »

⁽¹⁾ Het bij de intrekking van de neerlegging te heffen geëvenredigd recht wordt niet gevorderd, wanneer de neerlegging enkel bestaat uit stukken, voorwerpen of nominale titels welke, bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor den inbewaringgever vervangen kunnen worden. Voor de akte van intrekking van eene neerlegging wordt niets geheven.

⁽²⁾ Het heffen van het invorderingsrecht en het neerleggingsrecht te zamen is verboden.

⁽³⁾ De rekening van die kosten, welke de ambtenaren overigens tot het volstrekt noodige beperken, wordt door den consul bevestigd, voor de uitgaven die hem betreffen, en gevisceerd voor de uitgaven, die den vice-consul of den kanselier aangaan.